



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. O A G E.B - CHL

Arrêté préfectoral imposant à la SCA HYGIENE PRODUCTS des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LINSELLES

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la circulaire du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 23 avril 1999 relative à la prévention de la légionellose ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1998 autorisant la SCA HYGIENE PRODUCTS - siège social : Bâtiment 7 Roissy Pôle le Dôme 95761 ROISSY CHARLES DE GAULLE CEDEX - à exploiter ses activités à LINSELLES 59 rue de la Vignette ;

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 15 avril 2003 ,

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1-

La S.A. HYGIENE PRODUCTS - dont le Siège Social est situé Bâtiment 7, Roissy Pôle Le Dôme 95761 ROISSY CHARLES DE GAULLE CEDEX - est tenue, pour la poursuite d'exploitation de son Etablissement situé 59, rue de la Vignette - B.P. n°323 - **59497 LINSSELLES CEDEX** de respecter les prescriptions du présent Arrêté.

Article 2-

Les tours aéroréfrigérantes ou tout dispositif a refroidissement par pulvérisation ou ruissellement d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies par le présent arrêté en vue de prévenir l'émission d'air contaminé par légionella.

Article 3-

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

Entretien et maintenance

Article 4-

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

Article 5- I-

Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, **et** en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera a :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique *et/ou* chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ,
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-a-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées a l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé a cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire a la sécurité des personnes ni a la conservation des ouvrages.

Des analyses d'eau pour recherche de légionella seront également effectuées de manière régulière, **et** en tout état **de** cause au moins une fois par an. L'une au moins des analyses effectuées interviendra sur la période de mai à octobre. **Les** résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection **des** installations classées.

Article 5- II-

Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique **a** respecter **les** dispositions de l'article 5-I, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération **des** légionella, validé in situ par **des** analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins interviendra sur la période **de** mai à octobre. **Les** résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection **des** installations classées.

Article 6-

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant mettra **à** disposition des personnes intervenant à l'intérieur ou à proximité du système **de** refroidissement **et** susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols **des** équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés **a** les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques ;
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir **des** germes pathogènes.

Un panneau devra signaler **le** port **de** masque obligatoire.

Article 7-

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

Article 8-

L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur **le** système **de** refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- **les** volumes d'eau consommée mensuellement ;
- **les** périodes de fonctionnement et d'arrêt ;
- **les** opérations **de** vidange, nettoyage **et** désinfection (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature **et** concentration **des** produits de traitement) ;
- **les** analyses liées **à** la gestion **des** installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans **des** installations, comprenant notamment **le** schéma à jour des circuits **de** refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

Article 9-

L'inspection des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant

Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées,

Article 10-

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 5, de l'article 8 ou de l'article 9 mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions de l'article 5-I.

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 5, de l'article 8 ou de l'article 9 mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour abaisser la concentration en légionella en dessous de 10^3 unités formant colonies par litre d'eau. Il fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

Conception et implantation des nouveaux systèmes de refroidissement

Article 11-

L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnexion situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

Article 12-

Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures,

Article 13-

Faute par l'Exploitant de **se** conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra **être** fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

Article 14-

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

1. Par **les** demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où **le** présent arrêté leur a été notifié;
2. Par **les** tiers, personnes physiques ou morales, **les** communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que **le** fonctionnement de l'installation présente pour **les** intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement. dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est **le** cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité **de** l'installation.

ARTICLE 15-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord **est** chargé de l'**exécution** du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant **et** dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur **le** maire de LINSELLES,
- Monsieur l'ingénieur en chef **des** mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche **et** de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LINSELLES **et** pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché **à la** mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par **les** soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le **27 MAI 2003**

Le préfet,
Pour **le** préfet,
Le secrétaire général adjoint,
Christophe MARX

